

À Marseille, les familles ROMS de nationalité roumaine chassées par des "riverains excédés" de la cité des Créneaux le jeudi 27 septembre, puis expulsées par la police le mardi 2 octobre alors qu'elles avaient trouvé refuge dans un hangar désaffecté bd de Vintimille, font actuellement l'objet de nouvelles menaces ou agressions les laissant dans un climat de peur constant.

Parce qu'il y a urgence à engager et rendre publiques les investigations judiciaires, ainsi qu'à clarifier le rôle de la police dans le traitement des événements qui ont eu lieu aux Créneaux.

Parce qu'il y a urgence à ce que les pouvoirs publics changent radicalement de politique vis-à-vis des Roumains et Bulgares, pourtant citoyens européens, scandaleusement discriminés par des "dérogations transitoires", confrontés ici comme dans leurs pays à la misère, aux discriminations, aux violences institutionnelles et aux agressions "spontanées" de certains habitants.

Parce qu'il y a urgence à mettre devant leurs responsabilités la plupart des élus qui, par leur passivité ou leurs positions xénophobes, contribuent à développer envers ces derniers migrants économiques un climat de haine et de rejet.

Parce qu'il est incompréhensible et inacceptable que la préfecture ne mobilise pas les crédits européens immédiatement disponibles destinés à aider les populations roms.

Parce qu'il y a urgence à ce que se mobilise la société civile pour mettre un terme à ce déni des droits : droit de vivre dans le respect et la dignité, droit à l'éducation, aux soins, au travail, à l'hébergement, à la sécurité, droit à la libre circulation et installation pour tous.

**Nous vous convions à une conférence de presse le
MERCREDI 10 OCTOBRE à 11 h
à la Maison Méditerranéenne des Droits de l'Homme
34, cours Julien 13006 Marseille**

interviendront :

Elisabeth Audouard, secrétaire générale du Syndicat des Avocats de France (SAF)

Jean-marc Bremond pour le collectif de solidarité avec les Roms (Marseille)
Patrick Canin du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme
Jean-Marc Coppola du Parti Communiste Français, Vice-président du Conseil Régional
Paul Daniel, Pastorale des Migrants
Jean-Luc Debard, collectif de Gardanne
Jean-Paul Kopp, président de l'association Rencontres Tziganes
Yves Loriette du Bureau National du MRAP
Jean Sicard du Parti de gauche
Benoit Vandermaesen pour le Syndicat de la Magistrature (SM)

Appel unitaire :

CCFD, Collectif Solidarité Roms (Marseille), EELV, Fondation Abbé Pierre (FAP), Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, NPA, Pastorale des migrants, PCF, PG, Rencontres Tziganes, RESF, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature ...